

Reprise progressive de l'investissement privé

■ Le nombre de dossiers présentés aux banques est en hausse, mais les investissements projetés portent surtout sur le remplacement des équipements ■ L'essentiel de la demande est formulé par les PME ■ Des signes de reprise dans le BTP.

L'investissement des entreprises privées montre des signes de raffermissement. C'est ce que rapportent les banquiers et les professionnels du crédit-bail. Le constat est conforté par les récentes notes de conjoncture du Haut commissariat au plan et Bank Al-Maghrib. «*Depuis le dernier trimestre de 2016, le nombre de dossiers que nous recevons est en hausse. Sur ce volume, plusieurs concernent des demandes d'équipement*», confie un membre de la direction risque d'une grande banque de la place, qui note au passage que le secteur semble avoir dépassé la problématique de la demande qui s'est posée en 2014 et 2015. Dans le réseau, un chargé d'affaires atténue l'ampleur de l'embellie. «*Les demandes continuent à se faire en petites quantités, mais nous enregistrons en général une reprise progressive des intentions d'investissement*», assure-t-il.



de conjoncture du Haut commissariat au plan. L'institut y affirme que l'investissement des industriels est relativement dynamique. En détail, l'investissement en produits industriels (en dehors de l'investissement public, c'est ce poste qui renseigne sur la tendance) a poursuivi son affermissement dans le sillage d'une progression de 13,9% des importations de biens d'équipement et d'une amélioration de 6,6% du flux des crédits accordés à l'équipement. «*Globalement, ces types de crédits poursuivraient leur cycle de croissance ascendant*», prévoient les analystes du HCP.

L'enquête sur le climat des affaires menée par BAM démontre, de son côté, que les patrons ont de la visibilité nécessaire pour investir et trouvent le climat normal. Pour l'ensemble des filières, cela se passe plutôt bien ! Le HCP indique une progression de la production et des ventes avec un taux d'utilisation des capacités (TUC) qui dépasse 64% (83% dans l'électrique et électronique, 72% dans l'agroalimentaire, 71% dans le textile et cuir, 67% dans la mécanique et métallurgie et 57% dans la chimie et parachimie). En face, les investissements publics ont marqué un relâchement en 2017. Relâchement dû, entre autres, au retard observé dans l'exécution budgétaire du Trésor. Les dépenses d'investissement du Trésor auraient fléchi de 10,7% sur les premiers mois, bien que sur le reste de l'année l'investissement public devra se redresser. Le Haut commissariat au plan prévoit néanmoins une croissance plus vigoureuse de l'investissement des entreprises privées. «*Au final, une croissance de l'investissement de 3,8% est anticipée, appuyée essentiellement par la poursuite de l'effort d'investissement en produits industriels*», indique l'établissement dans sa note détaillée d'avril ■

Le responsable commercial d'une société de leasing informe que ses engagements ont augmenté de 5 à 8% à fin avril. Il relève, sans grande surprise, que l'investissement en parc roulant et moyens de production continue de représenter le gros des dossiers d'investissement. Ce qui veut dire que l'on est bien loin de l'investissement structurant pour l'économie (grands projets, nouvelles unités, extension, construction et acquisition de bâtiments...). «*Les principales dépenses d'investissements réalisées concernent le remplacement d'une partie des équipements*», confirment plusieurs chefs d'entreprises relevant des secteurs de l'industrie manufacturière, extractive et énergétique sondés par le HCP en avril.

Les TPE toujours peu considérées

Bonne nouvelle toutefois, «*ce sont les PME, et non plus les grandes entreprises, qui pourvoient l'essentiel de la demande avec des montants assez importants*», souligne le responsable commercial. C'est une

tendance qui semble amorcée depuis 2015. A cette date, l'effort d'investissement des PME, reflété par la croissance de leur actif immobilisé, a marqué un bond de 16% après une baisse de 5% en 2014, selon des données exclusives d'Inforisk, calculées sur requête de *La Vie éco*. Les investissements cumulés de ce tissu d'entreprises se chiffrent à 428 milliards de DH, soit 23,8 MDH par entreprise. Ce n'est pas négligeable ! Les TPE, qui continuent de faire les frais de la difficulté d'accès au financement, ont vu leur actif immobilisé croître de 2% en 2015, à 692 milliards de DH. Une TPE compte en moyenne un actif immobilisé de 4,5 MDH.

Un point revient dans les récits de tous les banquiers : les faibles performances qui caractérisent le secteur de la construction et travaux publics continuent de peser sur les milieux d'affaires. «*L'effet d'entraînement (parfois psychologique) que ce secteur a sur l'investissement et l'activité économique en général est très*

déterminant», insiste un directeur de banque. Des frémissements sont perceptibles. Les activités de construction sont en hausse de 0,8% au premier trimestre 2017 au lieu de 0,5% au dernier trimestre 2016. Des signes d'un léger redressement apparaissent, notamment, au niveau de l'utilisation des matériaux de construction, en particulier le ciment, dont la baisse des ventes se serait atténuée, après celle de 1,6% du trimestre précédent. Par conséquent, le secteur a recommencé à embaucher.

Bank Al-Maghrib et le HCP optimistes

De même, les crédits accordés aux promoteurs immobiliers se redressent, avec une croissance de 2,3% à fin avril par rapport à décembre 2016. Les carnets de commandes des entrepreneurs du bâtiment ont légèrement crû, sans pour autant dépasser leur niveau moyen, d'où une utilisation modérée des facteurs de production.

L'analyse des financiers est confortée par la dernière note

UN POINT REVIENT DANS
LES RÉCITS DE TOUS
LES BANQUIERS : LES
FAIBLES PERFORMANCES
QUI CARACTÉRISENT
LE SECTEUR DE LA
CONSTRUCTION ET
TRAVAUX PUBLICS
CONTINUENT DE PESER SUR
LES MILIEUX D'AFFAIRES